

"Rajoy n'avait pas d'alternative économique"

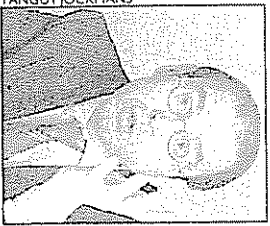
► Pour Pascal Delwit, l'atout de Zapatero était la croissance. Malgré un échec, il essaiera de renégocier avec l'ETA.

ENTRETIEN
GÉRALD PAPY

Professeur de sciences politiques à l'ULB, Pascal Delwit dresse le bilan et les perspectives des gouvernements Zapatero.

Quel bilan tirez-vous du premier mandat ?

Il a été marqué principalement par trois choses : 1. Une forme de modernisation libérale de l'Espagne, sur les questions éthiques et de société, avec des ouvertures majeures, notamment une très importante loi sur la maltraitance des femmes ; 2. Une tentative d'aborder le problème basque d'une autre manière que lors de la deuxième législature Aznar, très marquée par le côté répressif. Zapatero a essayé de conduire directement et indirectement une négociation avec des représentants de l'aile dure du nationalisme basque, dans le cadre d'un



cessez-le-feu ; ce projet-là n'a pas pu aboutir, car il s'est heurté, d'une part, à l'hostilité d'une partie des parents des victimes et du Parti populaire et, d'autre part, à une intransigeance et une faible ouverture de l'ETA ou de son bras politique, Herri Batasuna ; 3. Sur le plan socio-économique, l'Espagne a connu un taux de croissance assez important, pas uniquement dû au gouvernement ; le contexte a joué aussi ; mais il a accompagné cette croissance économique.

La droite espagnole n'apparaît-elle pas encore très conservatrice ?
Elle est marquée par l'histoire de l'Alliance populaire, la principale composante historique du Parti populaire. L'Alliance populaire était le parti postfranquiste, longtemps dirigé par Fraga Iribarne qui avait été ministre sous Franco. C'était le grand mérite de Jose Maria Aznar d'avoir su, à la charnière des années 80-90, ouvrir le parti au courant démocrate-chrétien et centriste. Le côté conservateur du Parti populaire est d'autant plus ressorti lors de cette campagne que, d'une part, Manuel Rajoy était rela-

ivement contesté en interne et que, d'autre part, le Parti populaire n'avait pas une alternative économique particulièrement marquante. Donc, ce positionnement sur les questions de société, dans un contexte où l'Église catholique a fortement réagi aux lois sur l'éthique, est apparu plus conservateur que lors de la campagne de 2000 ou surtout de 1996.

Comment situez-vous le Parti socialiste espagnol sur l'échiquier européen ?

Il a été en phase avec un type d'approche en vigueur dans certains partis sociaux-démocrates (on a connu cela en Belgique durant la législature 2003-2007 dans le chef des socialistes francophones), c'est-à-dire une ouverture très

audacieuse sur les questions de société et dans le contexte espagnol, un message très fort à des catégories sociales comme les jeunes, les diplômés, les femmes, les nouvelles classes moyennes salariées... En revanche, sur les questions socio-économiques, il a adopté une ligne qui est plus proche de la perspective bharriste, relativement centriste, sociale-libérale.

Y a-t-il un problème de leadership au sein du Parti populaire ?

Oui, de deux ponts de vue. Il était sans doute très difficile pour Manuel Rajoy de succéder à José Maria Aznar. Il aurait sans doute pu gérer cela plus aisément si l'élection de 2004 s'était passée comme il l'imaginait. Au lieu de succéder à Aznar comme leader du gouvernement, il lui a succédé comme leader de l'opposition.

En outre, il n'a pas fait la démonstration de ses capacités de meneur durant la précédente législature. En miroir de son adversaire, il a pâti d'un manque de charisme par rapport à celui qui a inspiré Zapatero auprès de la frange de l'électorat qui était susceptible de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Sachant par ailleurs qu'en Espagne, c'est une société très clivée gauche-droite et Nord-Sud, à l'exception de la Catalogne, plus à gauche. La course à la succession de Manuel Rajoy est donc ouverte.

Quel est l'impact de la victoire de Zapatero sur l'Union européenne ?

Deux impacts : 1. Il s'inscrit comme un acteur européen plein et entier, dans la continuité de son prédécesseur socialiste Felipe Gonzalez. L'Espagne essaye de jouer un rôle plus substantiel dans l'Union, dans un contexte où, d'une manière générale, la redéfinition des alliances est marquante ; 2. Il pourra apporter une tonalité différente sur le plan socio-politique, car il faut bien voir que le balancier dans l'UE est plutôt au centre-droit. ■

Conciliateur "surjoué"

Cependant, avec le temps, le Castillan a pris de la bouteille. Il a même tendance à "surjouer" son personnage de conciliateur ou de modernisateur. De fait, ce juriste de formation est un adepte de la "Troisième voie", un peu à l'image de Britannique Tony Blair. Loin du cliché de l'Espagnol machiste, ce père de deux enfants est loué par les féministes pour avoir renforcé la parité à tous les niveaux de l'État. Le numéro deux de son précédent gouvernement était une femme, Teresa Fernandez de la Vega, comme huit de ses seize ministres.

Zapatero est très discret sur sa vie privée. Posé, calme, il aime pêcher en silence dans les rivières du Leon, la province du nord-ouest de l'Espagne où il est né le 4 août 1960. Ses références personnelles (sa mythologie ?) sont connues de tous. Celui qui, en 1986, était devenu à 26 ans le plus jeune parlementaire espagnol, explique en effet son engagement politique par la lecture des dernières volontés de son grand-père, républicain exécuté par les franquistes durant la Guerre d'Espagne. "Mon père nous a lu, à mon frère et à moi, le testament de notre grand-père, le capitaine Lozano, qui écrivait quelques heures avant d'être abattu", en 1936 : "Je meurs innocent et je pardonne. C'est à ce moment précis que ma biographie commence..." Sa légende aussi. ■